

Chaque semaine, un économiste à « contre-courant » du libéralisme dominant propose son analyse de l'actualité.

L'argent du beurre



GÉRARD DUMÉNIL,
Directeur de recherche
au CNRS

l'endettement interne et international étasunien, les pirouettes des *hedge-funds* (dits fonds spéculatifs) menaceraient de faire exploser l'économie mondiale.

À quel jeu jouent les États-Unis ? Pourquoi la principale puissance mondiale ne parvient-elle pas à mettre fin aux processus d'endettement, notamment à sa dépendance croissante vis-à-vis du financement qui lui vient du reste du monde, ladite « dette extérieure », et à la spirale spéculative ?

L'étude de ces mécanismes suggère une petite révolution de pensée : il n'est plus possible de considérer le pays, les États-Unis, et ses classes dominantes, comme une entité unique. Il faut, à l'inverse, les traiter comme deux agents bien distincts, dont les intérêts coïncident partiellement, mais aussi divergent. Je ne fais pas allusion, ici, à une éventuelle internationalisation des classes capitalistes devenues apatrides : l'idée d'une bourgeoisie mondiale. Non, il est toujours justifié de parler d'une classe capitaliste étasunienne. Je fais référence à un certain « divorce » entre certaines classes et leur pays. Je m'explique. Une des conquêtes de la mondialisation néolibérale a été la liberté d'investir ses capitaux dans le monde : un terrain de chasse planétaire. Un aspect crucial de cette internationalisation est l'existence des paradis fiscaux. Les classes capitalistes des États-Unis investissent leurs capitaux dans les paradis fiscaux. Elles ne sont pas les seules, mais elles pèsent lourdement dans ce phénomène.

Quel rapport avec les déséquilibres des États-Unis et les fragilités financières ? Commençons par le déficit extraordinaire d'épargne de ce pays, révélé par l'analyse de ses comptes. Les classes aisées américaines dépenseraient tous leurs revenus, une folie « consommatrice » au

sommet de la pyramide. Mais appréhendons-nous bien les revenus de ces classes ? Les revenus des classes riches pourraient apparaître totalement dépensés dans les comptes, alors que leurs épargnes s'accumuleraient dans les paradis. Ne serait rapatriée que la fraction de ces revenus destinée à être dépensée. D'où une épargne nulle dans les comptes officiels. Toujours au plan des déséquilibres extérieurs : les États-Unis (leurs entreprises et leur État) sont financés par le reste du monde ; on sait ce qui vient d'Europe et d'Amérique latine, pour ne citer que les principaux contributeurs. Indifférence, donc. Pour un capitaliste étasunien bien inséré dans la mondialisation, il n'importe guère que la production soit réalisée dans son propre pays ou en Chine. Seule compte la rentabilité de l'opération. Dans son pays, se construit un château de cartes financier, une polarisation monstrueuse entre créanciers et débiteurs ; et s'y accumule une dette vis-à-vis du reste du monde.

Corrélativement, cette masse de capitaux expatriée échappe à toute réglementation et contrôle. Des risques à l'évidence, mais une bonne fraction de la fortune est ailleurs.

Cherchez la contradiction, car elle existe. Comment concilier cette situation avec l'hypernationalisme que l'on sait ? Surprendrai-je quelqu'un en disant que l'État étasunien est le bras armé de ses classes dominantes ? Les discours impérialistes de la « droite extrême » aux États-Unis ont, au moins, l'avantage de la transparence. Comment vouloir être, d'un côté, un des protagonistes de ce monde capitaliste néolibéral, investir ailleurs et échapper à l'impôt, et, de l'autre, s'abriter derrière un État surpuissant ? Vouloir financer l'armée et les services secrets les plus redoutables du monde tout en délocalisant la production et en se soustrayant à l'impôt est une gageure. On ne s'étonnera pas,

dans ces conditions, de l'accumulation d'une dette publique gigantesque.

On ne peut avoir le beurre et l'argent du beurre. Pourtant, les États-Unis ont les deux, car ils canalisent les épargnes du reste du monde, notamment les revenus de classes dominantes des autres pays qui acceptent de se placer dans une position « rentière » vis-à-vis de la puissance centrale. Impossible et pourtant vrai ; instable, mais n'effrayant guère les principaux acteurs et bénéficiaires.

Les classes capitalistes américaines investissent leurs capitaux dans les paradis fiscaux. Elles pèsent lourdement dans ce phénomène.